

**ARCHIVES NATIONALES
SECTION DES MISSIONS
Centre des Archives contemporaines**

**REPERTOIRE
COTE CAC : 20080256**

MINISTERE : EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

DIRECTION : AFFAIRES MARITIMES

SOUS-DIRECTION : CONSEIL SUPERIEUR DE LA MARINE MARCHANDE

Présentation du CONSEIL SUPERIEUR DE LA MARINE MARCHANDE (CSMM)

Le Conseil supérieur de la Marine marchande naît en tant que tel auprès du ministre de la Marine avec le décret du 21 avril 1896 ce qui en fait le plus vieil organisme de ce genre au sein de l'administration des Transports. De 1907 à 1914, le CSMM prend la dénomination de « Conseil supérieur de la navigation maritime » puis reprendra son titre.

La création à partir du 29 mars 1913, d'un Secrétariat d'Etat à la Marine marchande lui donne un partenaire civil de référence qu'il devra suivre entre les Travaux publics (T.P.), le Commerce, l'Equipement successeur des T.P., le Ministère de la Mer constitué pendant une brève période de 1981 à 1984, un Secrétariat d'Etat chargé de la Mer jusqu'en 1993, enfin de nouveau l'Equipement.

Suspendu pendant le second conflit mondial, le Conseil supérieur de la Marine marchande (CSMM) est recrée par la loi du 28 février 1948 portant organisation de la Marine marchande. Ces missions sont limitées aux questions relatives à l'armement, au matériel naval mais pas la construction, à l'organisation ou la coordination de lignes régulières. Il y a 30 membres titulaires au CSMM dont 15 à sa commission permanente.

Le Conseil national des communautés portuaires (CNCP) créé par le décret 87-761 du 18 septembre 1987 va lui être adjoint en avril 2002. Le domaine d'action du CNCP, défini à l'article R-711-2 du Code des ports maritimes, est très large en englobant toutes les questions relatives aux ports et à leur desserte terrestre. Ses membres sont au nombre de 51 avec des représentants des collectivités locales. Cet organisme connaît à partir de 1997 de profondes dissensions affectant son fonctionnement et le projet de fusion avec le CSMM, pourtant qualifié de « désuet », se fait jour dès cette époque.

Dans une lettre à M Mayet du CGPC, datée du 7 juillet 1998, M Gressier, directeur DTMPL envisage l'entité nouvelle sous le nom de Conseil national du Transport maritime et des ports, équivalent de sa nouvelle Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral (DTMPL).

Ce fonds, versement de 19 articles seulement, transmis par la Direction des Affaires maritimes DAM peut laisser très insatisfait par sa maigreur tout comme d'autres fonds « marine »... Il faut y voir les conditions erratiques de sa collecte mais on peut utilement le rapprocher du versement AN-CAC 1994-0268 effectué par le service des archives de l'ancien Secrétariat d'Etat à la Mer (Fontenoy). Celui-ci, assimilé malencontreusement au cabinet dans l'inventaire réalisé à l'époque, couvre en 29 articles la période 1948 à 1993.

Pour en avoir en plus sur l'historique du CSMM :
http://www.csmm.equipement.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=2

Sommaire

Art 1-7 : Conseil supérieur de la marine marchande (CSMM): séances plénières et réunions. 1948-2001.

Art 8-9 : Conseil supérieur de la marine marchande : groupes de travail thématiques, 1978-1999.

Art 10 : Communications des armateurs au conseil supérieur de la marine marchande, 1964-1969.

Art 11-19 : Conseil national des communautés portuaires (CNCP), 1991-1997.

Communicabilité libre

Nombre d'articles 19

Métrage linéaire 2 ml (5 dimabs)

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MARINE MARCHANDE (CSMM): SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS

20080256 Art 1

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1948 à 1964

1948-1964

20080256 Art 2

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1965 à 1982.

1965-1982

20080256 Art 3

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1983 à 1985

1983-1985

20080256 Art 4

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1986 à 1988.

1986-1988

20080256 Art 5

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1989 à 1991.

1989-1991

20080256 Art 6

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1992 à 1995.

1992-1995

20080256 Art 7

comptes-rendus de réunions, documents discutés, rapports et avis donnés, années 1996 à 2001 ; célébration du centenaire en janvier 1997, plaquette et discours du ministre Bernard Pons ; projet de fusion avec le Conseil national des communautés portuaires, 1998-2001.

1996-2001

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MARINE MARCHANDE : GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUE
20080256 Art 8

Dossiers des commissions d'études et groupes de travail thématiques :
Commission d'études de l'environnement international, groupes de travail sur l'impact économique et social du lien fixe trans-Manche, sur la suppression des boutiques hors taxes, « Duty-free », sur la mise en oeuvre de la convention des Nations Unies du 31 mars 1978 sur le transport des marchandises par mer, dites règles de Hambourg, 1985-1998.

Correspondance et observations relatives : au registre des terres australes françaises (registre TAAF), à la suppression du régime fiscal des quirats, à la publication en 1997 du livre vert des communautés économiques européennes sur les ports et infrastructures maritimes, 1997-1999.

1985-1999

20080256 Art 9

Dossiers des commissions d'études et groupes de travail thématiques
Commission d'études Plans et développements technologiques, 1983-1993 ; Groupes de travail sur le cabotage, 1982-1983, sur la solidarité chargeurs armateurs, 1985.

Correspondance de l'armateur d'Emeraude-Line relative à la concurrence sur la liaison Jersey Saint-Malo, 1994.

1983-1994

COMMUNICATIONS DES ARMATEURS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MARINE MARCHANDE

20080256 Art 10

Communication des armateurs sur les accords de trafic signés avec des partenaires étrangers, liste des conférences à participation française, 1964-1969.

1964-1969

CONSEIL NATIONAL DES COMMUNAUTÉS PORTUAIRES (CNCP)

20080256 Art 11

Conseil national des communautés portuaires
Composition, règlement intérieur, liste des commissions spécialisées, bilans d'activités, intervention des ministres chargés des transports, 1991-1995.

1991-1995

20080256 Art 12

Conseil national des communautés portuaires
Séances plénières : comptes-rendus de réunions, documents discutés, correspondance, rapports et avis donnés, années 1988 à 1993.

1988-1993

20080256 Art 13

Conseil national des communautés portuaires
Séances plénières : comptes-rendus de réunions, documents discutés, correspondance, rapports et avis donnés, années 1994 et 1995.

1994-1995

20080256 Art 14

Conseil national des communautés portuaires
Séances plénières : comptes-rendus de réunions, documents discutés, correspondance, rapports et avis donnés, années 1996 à 1998.

1996-1998

20080256 Art 15

Conseil national des communautés portuaires
Commissions d'études spécialisées : Domanialité des ports, Ports de commerce et négoce , Procédures douanières et administratives, Douane et échanges de données, Emplois et qualifications, rapports et comptes-rendus des réunions, 1989-1996.

1989-1996

20080256 Art 16

Conseil national des communautés portuaires
Commissions d'études spécialisées : Rôle de l'Etat dans la politique portuaire, Mise en place d'un Observatoire des coûts portuaires, Défense des intérêts des ports français au niveau des instances communautaire dite commission Valladon, rapports, auditions des professionnels et comptes-rendus des réunions, 1989-1997

1989-1997

20080256 Art 17

Conseil national des communautés portuaires
Commissions d'études spécialisées : Modernisation de la filière portuaire, rapports et comptes-rendus des réunions, 1989-1996

1989-1996

20080256 Art 18

Conseil national des communautés portuaires
Commissions d'études spécialisées : Réforme de la manutention, rapports et comptes-rendus des réunions, 1989-1996

1989-1996

20080256 Art 19

Conseil national des communautés portuaires
Commissions d'études spécialisées : Desserte des ports, rapports et comptes-rendus des réunions, 1989-1996.

1989-1996

* * *